

## Bulletin d'information « Le Rossignol »

Information sur l'actualité et les activités de la GIZ Togo

Un service du Bureau de la GIZ à Lomé

Edition n° 5

Octobre 2015

Chères lectrices, chers lecteurs,



C'est avec un réel plaisir que nous vous mettons au courant des dernières évolutions de la coopération Togo-Allemagne dans ce 5ème numéro de notre bulletin d'information, le ROSSIGNOL.

Ainsi, le Ministre fédéral, M. MÜLLER, a lancé de nouvelles initiatives nommées « UN SEUL MONDE sans faim ». Au Togo, deux approches en découlent :

1. Le programme ProCIV : « Centres d'Innovations Vertes pour le secteur agro-alimentaire » avec trois axes prioritaires.
2. Le programme ProSecAI « Sécurité alimentaire et renforcement de la résilience »

Toujours dans le cadre du programme initial ProDRA, « Développement Rural et Agriculture », d'autres approches se sont rajoutées :

1. Le projet CAADP au Togo, « Education, Formation Technique Professionnelle Agricole (EFTPA) dans le cadre du « Programme d'Appui au PDDAA (Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique » de l'Union Africaine, et
2. Le projet SSAB « Sustainable Smallholder Agri-Business » au Togo, dans le cadre du programme « Cacao FoodLink ».

Un nouvel engagement dans le secteur du sport se prépare également. Vous en lirez un article plus loin.

Nous nous réjouissons particulièrement que l'Union Européenne au Togo a manifesté son intérêt à l'approche adoptée par la GIZ, mandatée par le Gouvernement allemand pour exécuter les programmes au Togo. La spécificité de cette approche méthodologique GIZ adoptée pour son travail avec les partenaires togolais dans tous ses programmes est caractérisée essentiellement comme suit :

- Approche multi-niveaux et multi-acteurs
- Renforcement des capacités aux niveaux individuel, organisationnel et social
- Appui-conseil aux niveaux politique, technique et organisationnel ainsi qu'accompagnement par des conseillers internationaux, régionaux et nationaux, par des Assistants Techniques et des experts en mission de courte ou de longue durée
- Approche participative
- Promotion du dialogue et du réseautage entre les différents acteurs
- Mise à disposition de subventions locales et fourniture de matériels
- Appui aux solutions pérennes
- Orientation sur les résultats
- Echange d'expériences au niveau régional

### Activités

27 – 29 octobre 2015

**Réunion régionale de SSAB**  
(Cacao Food Link)

Lomé

Information : [Moritz Heldmann](mailto:Moritz.Heldmann)

29 octobre 2015

**Table ronde des ONG et PTF**  
autour de la filière bois-énergie

Lomé

Information :

[knud.schneider@eco-consult.com](mailto:knud.schneider@eco-consult.com)

01 – 08 novembre 2015

Participation à l'atelier  
« **African improved cook stove entrepreneurs** »

Accra

Information :

[knud.schneider@eco-consult.com](mailto:knud.schneider@eco-consult.com)

01 novembre – 12 décembre 2015

**Appui à la revue institutionnelle et organisationnelle du secteur forestier au Togo Lomé**

Information :

[andreas.schleenbaecker@giz.de](mailto:andreas.schleenbaecker@giz.de)

01 novembre – 31 décembre 2015

**Inventaire forestier national (poursuite), y compris contrôle par le MERF**

Régions centrale, plateaux et maritime

Information :

[andreas.schleenbaecker@giz.de](mailto:andreas.schleenbaecker@giz.de)

02 et 03 novembre 2015

**Visite d'échange et de travail de la commission de contrôle des taxes et impôts de Kpalimé au service de contrôle des taxes de la commune de Lomé**

Lomé

Information :

[sosso.takougnadi@giz.de](mailto:sosso.takougnadi@giz.de)

02 – 03 novembre 2015

Dans cette logique, la GIZ met un accent tout particulier sur le renforcement des capacités du personnel national et des structures des partenaires afin de disposer d'acteurs qualifiés. Ce sont donc essentiellement les conseillères et conseillers et les équipes d'administration nationaux qui œuvrent à Lomé et dans les trois villes sélectionnées de Sokodé, de Tsévié et de Kpalimé, à part une vingtaine d'expatriés sur un effectif total actuel de plus que 100 personnes.



Toute activité de projet se doit de respecter également les thèmes transversaux, à savoir :

- VIH/SIDA, création, au sein du portefeuille, d'un Point Focal pour le Mainstreaming VIH/SIDA,
- Inclusion des personnes vivant avec un handicap, en collaboration avec la Fédération Togolaise des Associations des Personnes Handicapées (FETAPH) et avec l'appui d'une Assistante Technique, et,
- Mainstreaming Genre dans tous les programmes avec un appui au réseautage.

Chères lectrices, chers lecteurs, si vous souhaiteriez obtenir de plus amples informations sur un thème particulier, n'hésitez pas à contacter l'adresse Email inscrit à la fin de chaque article. Vos commentaires sont également toujours les bienvenus.

**Néanmoins, nous vous souhaitons une agréable lecture.  
Vos commentaires seront les bienvenus.**

**Annette Rathjen**  
Directrice résidente de la GIZ Togo

---

## Sommaire

- DecNet
- Suivi-évaluation participatif de la SCAPE, Région Maritime et Centrale
- ProFoPEJ : Promotion de l'emploi des jeunes
- La formation duale-coopérative
- Renforcement de gestion des finances locales
- Programme ProDeG – Echange fructueux
- FEE Dynamique Démographique
- L'ambassadeur rencontre les populations engagées
- Centre d'innovations vertes dans le secteur agroalimentaire
- Promouvoir les jeunes et l'éducation par le sport

---

## Informations sur les programmes de la GIZ Togo

### DecNet

#### Neuf pays échangent sur les approches de mobilisation des recettes locales dans la sous-région

Le DecNet est un forum technique du réseau Bonne Gouvernance en Afrique, créé par la GIZ en 1999. Il sert de plate-forme aux représentants et aux partenaires des programmes de décentralisation appuyés par la GIZ pour échanger sur les expériences faites et les connaissances acquises. Le Forum

02 – 06 novembre 2015

#### Formation « Pépinière à vocation bois-énergie »

Kpalimé

Information :

[knud.schneider@eco-consult.com](mailto:knud.schneider@eco-consult.com)

04 – 06 novembre 2015

#### Atelier préparatoire au démarrage de la formation professionnelle du type dual-coopératif

Atakpamé (à confirmer)

Information :

[rudolf.schneider@giz.de](mailto:rudolf.schneider@giz.de)

4 – 06 novembre 2015

#### Atelier d'analyse des CVA Arachide selon ValueLinks

Lomé

Information :

[jean-pierre.detry@giz.de](mailto:jean-pierre.detry@giz.de)

05 novembre 2015

#### Assemblée Générale de la Plate-forme des OSC de Kloto

Kpalimé

Information :

[hugues.monice@giz.de](mailto:hugues.monice@giz.de)

06 – 11 novembre 2015

#### Validation du guide sur l'intégration de la dynamique démographique dans les politiques sectorielles

Lomé

Information : [anita.sebio@giz.de](mailto:anita.sebio@giz.de)

09 – 11 novembre 2015

#### Suivi semestriel du projet avec les partenaires publics

Lokossa (Bénin)

Information : [armelle.hadonou-yovo@giz.de](mailto:armelle.hadonou-yovo@giz.de)

09 – 13 novembre 2015

#### Atelier de coordination des activités dans le volet de formation à l'entrepreneuriat

à confirmer

Information : [uwe.steen@gopa.de](mailto:uwe.steen@gopa.de)

09 – 13 novembre 2015

#### Vague formation FBS novembre Régions

Information :

[moritz.heldmann@giz.de](mailto:moritz.heldmann@giz.de)

09 – 14 novembre 2015

#### Filmage pour la documentation du projet de la Deutsche Welle

Zone du projet, essentiellement Bénin mais si possible aussi Togo

Information :

[stefanie.preuss@giz.de](mailto:stefanie.preuss@giz.de)

09 – 15 novembre 2015

#### Formation « Marché bois-

échanger sur les expériences faites et les connaissances acquises. Le Forum constitue le seul cadre francophone permettant le partage de bonnes pratiques dans les domaines de la décentralisation, du développement local et de la gouvernance.

Organisé chaque année dans un des pays membres, cette année, le forum s'est tenu du 1er au 04 septembre 2015, à l'Hôtel Sarakawa à Lomé au Togo. S.E., M. Payadowa BOUKPESSI, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, a honoré de sa présence l'évènement et a prononcé les mots d'ouverture du Forum.

Une cinquantaine de représentants du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo ainsi que, notamment, un représentant du siège de la GIZ en Allemagne étaient présents.

Les participants ont réfléchi sur le thème de « La Fiscalité Locale dans la pratique des Collectivités Territoriales ». Ils ont mis en exergue les points communs, les différences, et les propositions concrètes. Les travaux en groupe ont confirmé que des fonds destinés en appui aux collectivités locales existent dans presque tous les pays et que la plupart des pays ait fait un effort pour son alignement aux directives de l'UEMOA. Des propositions les plus pertinents ont porté sur l'accélération des transferts de compétences et des ressources. L'appui à la maîtrise des rôles des différents acteurs dans la chaîne fiscale ainsi qu'à l'amélioration de leur collaboration constituait un souci partagé.

En plus, les bonnes pratiques développées dans les différents pays ont été discutées, p. ex. la fixation d'objectifs annuels de recouvrement par cercle au Mali, l'élaboration d'un guide national sur la mobilisation des finances communales au Burundi ou la gestion par bloc des fichiers des contribuables pour les communes de Kpalimé, de Sokodé et de Tsévié au Togo.

Un moment fort et très apprécié par les participants et participantes, était la visite à l'Office Togolais des Recettes. Suite à une présentation sur les approches de l'OTR en matière de fiscalité locale, les représentants de cette structure jeune et dynamique, n'ont pas hésité à répondre aux multiples questions sur les défis et solutions dans la mobilisation des recettes destinées aux collectivités territoriales.

Il est à noter que l'OTR a été perçu par les participants comme unique dans la sous-région et comme un modèle à suivre.



La prochaine rencontre du DecNet, prévue en 2016, aura lieu au Madagascar, un pays qui vient de démarrer son programme d'appui à la décentralisation. Elle portera sur la thématique du budget participatif.

Contact :

Ina Dettmann-Busch (chef de programme), [ina.dettmann-busch@giz.de](mailto:ina.dettmann-busch@giz.de)

[Vers le haut de page](#)

## Système de suivi-évaluation de la SCAPE

### Le dispositif régional mis en place dans les Régions Maritime et Centrale



Au cours de deux ateliers qui se sont tenus respectivement à Tsévié et à Sokodé, le Ministère

## énergie »

Sokodé

Information :

[knud.schneider@eco-consult.com](mailto:knud.schneider@eco-consult.com)

09 – 28 novembre 2015

**7 séances grand public de sensibilisation pour l'abonnement des ménages, des Services publics et privés aux services de ramassage des ordures de la commune de Sokodé**

Sokodé

Information :

[bertrand.cousin@giz.de](mailto:bertrand.cousin@giz.de)

09 – 28 novembre 2015

**Importance de l'obtention des actes d'état-civil dans la vie d'un(e) citoyen/citoyenne dans les unités d'état-civil de Sokodé**

Information :

[essoham.passouri@giz.de](mailto:essoham.passouri@giz.de)

12 – 16 novembre 2015

**Mission d'identification d'un nouveau projet d'appui des femmes dans l'EFTP/Women in ATVET**

Lomé, régions

Information :

[kodjo.agbegnido@giz.de](mailto:kodjo.agbegnido@giz.de)

À partir du 16 novembre 2015

**Démarrage de la formation professionnelle du type dual-coopératif**

Tsévié, Sokodé et Kpalimé

Information :

[rudolf.schneider@giz.de](mailto:rudolf.schneider@giz.de)

16 – 20 novembre 2015

**Formation intégration adaptation au changement climatique dans les politiques/programmes/budgets**

Lomé

Information :

[andreas.schleenbaecker@giz.de](mailto:andreas.schleenbaecker@giz.de)

17 – 18 novembre 2015

**Atelier de planification du volet 3 « Système d'information sur les marches et des chaînes de valeur »**

Lomé

Information :

[klaus.berger@gfa-group.de](mailto:klaus.berger@gfa-group.de)

17 – 19 novembre 2015

**Atelier de Planification 2016 avec ProFOPEJ**

Lomé

Information :

[kodjo.agbegnido@giz.de](mailto:kodjo.agbegnido@giz.de)



de la Planification du Développement a procédé les 16 et 18 juin 2015, à la mise en place effective des dispositifs régionaux de suivi-évaluation participatif de la SCAPE dans les régions Maritime et

Centrale.

Ont pris part aux travaux, une centaine de participants représentant les services administratifs régionaux, le secteur privé régional, des organisations de la société civile actives dans les deux régions, les projets/programmes de développement.

Dans son discours prononcé à l'ouverture de ces ateliers, le Secrétaire Général du Ministère de la Planification du Développement (MPD), Monsieur Etsri HOMEVOR, représentant le Ministre de la Planification du Développement, a déclaré que « l'implémentation du suivi-évaluation participatif de la SCAPE qui se mène avec l'appui de la GIZ, contribue à promouvoir un développement durable à travers un mode de gouvernance participatif, qui associe les acteurs sociaux, le secteur privé, les administrations centrales et déconcentrés dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de développement ».

Au cours des travaux, les participants ont adopté une approche et un cadre de suivi de la SCAPE commun à l'ensemble des acteurs du développement, destiné à produire à bonne date, les informations utiles à une prise de décision basée sur des faits ; à cet effet, ils ont mis en place le cadre organisationnel et désigné les représentants des différentes catégories d'acteurs impliqués dans les dispositifs régionaux de suivi-évaluation de la SCAPE ; ils ont, en outre, adopté le canevas d'élaboration des Rapports de suivi ainsi que le chronogramme des travaux.

En rappel, les dispositifs régionaux de suivi de la SCAPE ont vocation à assurer la remontée de l'information du niveau opérationnel où sont conduites les initiatives de développement vers les centres décisionnels pour susciter la prise de décisions basées sur des faits avérés dans le pilotage de la SCAPE. Ce qui a fait dire à Mr Paul Koubalékota KAMAGA, Secrétaire Technique du DSRP, que les dispositifs régionaux renforcent les bases d'un dispositif national intégré de suivi des actions de développement par les populations, cohérent et bien articulé avec le dispositif central/sectoriel animé par les Ministères et permettent d'associer davantage les acteurs du développement dans la définition des priorités nationales.

Notons que dans la perspective d'une extension future du dispositif aux trois autres régions administratives, le Ministère de la Planification du Développement a convié des participants de la Région des Plateaux, de la Kara et des Savanes qui ont pris part aux ateliers en qualité d'observateurs.

Contact :

Salia Sanou, Consultant Régional, [salia.sanou@giz.de](mailto:salia.sanou@giz.de);  
Fond d'Etudes et des Experts – FEE « Suivi et Evaluation de la SCAPE »

[Vers le haut de page](#)

## Le premier inventaire forestier national au Togo est lancé



Le 02 septembre 2015 un communiqué de presse des ministres de l'Environnement et des Ressources forestières et de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales annonce l'exécution de l'inventaire forestier national sur toute l'étendue du territoire national à partir du 1er

24 – 25 novembre 2015

### Atelier de Planification 2016 de l'APCFAR

Lomé

Information :

[kodjo.agbegnido@giz.de](mailto:kodjo.agbegnido@giz.de)

24 – 26 novembre 2015

### Atelier du METFP de programmation du Plan de Travail Annuel des activités dans le domaine de la formation professionnelle pour 2016 y compris la formation en Capacity Works

Lomé

Information :

[silke.woltermann@giz.de](mailto:silke.woltermann@giz.de)

24 – 27 novembre 2015

### Participation à l'assemblée générale de Afri-MAB (UNESCO réserves de biosphère)

Accra (Ghana)

Information :

[tehouaristide@gmail.com](mailto:tehouaristide@gmail.com)

29 novembre – 05 décembre 2015

### Présentation du guide à Africities

Johannesburg (Afrique du Sud)

Information : [anita.sebio@giz.de](mailto:anita.sebio@giz.de)

30 novembre – 01 décembre 2015

### Atelier de lancement ProSecAI

Lomé

Information :

[kerstin.hell@gfa-group.de](mailto:kerstin.hell@gfa-group.de)

30 novembre – 05 décembre 2015

### Atelier DACUM 3

Kpalimé

Information :

[kodjo.agbegnido@giz.de](mailto:kodjo.agbegnido@giz.de)

01 – 03 décembre 2015

### Atelier du MDBAJEJ et de l'ANPE de programmation du Plan de Travail Annuel des activités dans le domaine de la promotion d'emploi des jeunes pour 2016 y compris la formation en Capacity Works

Lomé

Information :

[silke.woltermann@giz.de](mailto:silke.woltermann@giz.de)

02 – 03 décembre 2015

### Atelier de lancement ProCIV

Lomé

Information : [jean-](mailto:jean-pierre.detry@giz.de)

[pierre.detry@giz.de](mailto:pierre.detry@giz.de)

07 – 12 décembre 2015

### Planification opérationnelle du Projet

Cotonou (Bénin)

Information :



septembre 2015.

Depuis des années, les données exactes sur les ressources forestières togolaises, ne sont pas disponibles au niveau national. De ce fait, les forêts togolaises ne font pas encore l'objet d'une véritable gestion à proprement parler. Face aux enjeux de gestion durable des forêts (GDF), il est impératif d'introduire dans le pays, sur base de la connaissance exacte de la ressource, un système de gestion de ces ressources intégrant des critères reconnus comme « durables ». Pour y parvenir, la connaissance des ressources forestières existantes et leur potentiel de production constitue une information de base pour la construction des outils d'aide à la décision. L'inventaire forestier national (IFN) fait partie des travaux préalables pour arriver à ces fins. Les résultats des inventaires forestiers antérieurs réalisés dans le pays sont parcellaires et ne couvrent donc qu'une partie du territoire national et des écosystèmes spécifiques. De plus, ces travaux antérieurs ne reflètent plus la situation actuelle des ressources de ces écosystèmes inventoriés à l'époque. Enfin, l'interprétation des images satellitaires ne peut pas fournir, à elle seule, les informations suffisamment précises pour la connaissance de l'état des formations végétales à cause de la difficulté de distinction sur les images des différents types de végétation (arbres et arbustes de différentes catégories, champs agricoles, jachères, etc.).

Pour toutes ces raisons, il est donc nécessaire d'exécuter un inventaire forestier national terrestre de ces ressources forestières qui couvrent les domaines forestiers de l'Etat, des collectivités et des particuliers. Les informations ainsi obtenues constitueront une base de données de référence pour les prises de décisions rationnelles en matière de gestion, de production et d'exploitation des ressources forestières aux niveaux national, régional, préfectoral et local. Ces résultats permettront également au Gouvernement du Togo de se positionner sur l'échiquier international dans le cadre de l'appropriation des bénéfices issus du développement des mécanismes propres prônés par la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC).

C'est dans cette perspective que ce premier inventaire forestier national du Togo va être mené. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts et rôle de la conservation (REDD+) et de la mise en place du système de suivi, de notification et de surveillance des forêts (MRV) au Togo à travers le programme « Appui au REDD+-readiness et réhabilitation de forêts au Togo (ProREDD) » initié par le Gouvernement du Togo et la République Fédérale d'Allemagne.

Ce premier IFN a pour objectif d'obtenir des informations quantitatives et qualitatives de base sur les forêts naturelles, les plantations et les « arbres hors forêts » du Togo afin de permettre la mise en place d'un système cohérent et permanent de suivi évaluation des ressources forestières au niveau national dans le contexte de la REDD+.

Suivant les résultats de l'atelier de validation de la méthodologie statistique d'inventaire forestier national tenu à Kpalimé les 29 et 30 mai 2015, il s'agit de façon spécifique lors de cet IFN de :

- réaliser un inventaire forestier par échantillonnage statistique incluant les ressources forestières et les arbres hors forêts ;
- mettre en place un système cohérent de suivi écologique et dendrométrique permanent et continu de la couverture forestière ;
- appuyer l'appropriation, l'utilisation effective et la diffusion des résultats issus de l'Inventaire Forestier National par les structures du togolaises concernées.

Eu égard à ces objectifs assignés à cet IFN les travaux de terrain devront permettre d'obtenir les informations qualitatives et quantitatives statistiquement fiables pour l'ensemble des ressources forestières du pays. Ces informations seront acquises au moyen d'un inventaire forestier par échantillonnage statistique terrestre conçu de manière à déterminer la surface terrière (G/ha) moyenne avec une erreur d'échantillonnage (e%) inférieure à  $\pm 10\%$  au seuil de probabilité de 95%.

Afin d'initier le système de suivi écologique et dendrométrique, environ 1000 placettes permanentes seront installées sur l'ensemble du territoire national.

Information :

[yasmina.adebi@giz.de](mailto:yasmina.adebi@giz.de)

08 – 09 décembre 2015

**Atelier de sensibilisation sur l'IFN dans la région des plateaux**

Atakpamé

Information :

[andreas.schleenbaecker@giz.de](mailto:andreas.schleenbaecker@giz.de)

08 – 10 décembre 2015

**Réunion constitutive de la Plateforme de Mutualisation des Curricula de formation professionnelle des pays francophones de la sous-région Lomé**

Information :

[silke.woltermann@giz.de](mailto:silke.woltermann@giz.de)

09 – 11 décembre 2015

**Planification EFTPA 2016**

Lomé

Information :

[kodjo.agbegnido@giz.de](mailto:kodjo.agbegnido@giz.de)

11 décembre 2015

**Atelier de validation de la stratégie régionale sur la modernisation de la filière bois-énergie Plateau Ouest**

Kpalimé

Information :

[knud.schneider@eco-consult.com](mailto:knud.schneider@eco-consult.com)

12 – 16 décembre 2015

**Atelier de planification du projet ProCIV selon CapacityWorks**

Lomé,

Information :

[jean-pierre.detry@giz.de](mailto:jean-pierre.detry@giz.de)

#### Nos partenaires – site-web

Base de données officielle de l'agriculture au Togo dans le cadre de PNIASA

[ProDRA](#)

Base de données des acteurs actifs pour la promotion de l'emploi des jeunes

[ProFoPEJ](#)

Site web d'orientation professionnelle

[ANPE](#)

Elles seront représentatives des types d'occupation des terres en lien avec le système MRV à mettre en place et permettront le ré-mesurage ultérieur (dans 5 années) des placettes pour une analyse dynamique (comparaison entre deux mesures en des temps différents).

Enfin, tout au long de sa mise en œuvre, le ProREDD mettra un accent singulier sur le renforcement des capacités des acteurs concernés par la gestion durable des forêts, notamment les cadres du MERF en général et ceux de la Direction des Ressources Forestières en particulier, des universités et instituts de recherches et les organisations de la société civile à travers l'organisation de séminaires, ateliers, formations, publications, etc., dans le but de permettre une appropriation, une utilisation effective et une large divulgation des résultats du premier Inventaire Forestier National au Togo.

Contact : Andreas Schleenbaecker (Chef de Programme),  
[andreas.schleenbaecker@giz.de](mailto:andreas.schleenbaecker@giz.de)



Vers le haut de page

### La formation duale-coopérative modernisée commence au Togo



Aujourd'hui, tout jeune togolais désirent apprendre un métier d'artisan se trouve principalement devant deux approches différentes : d'une part, il peut opter pour la formation « traditionnelle » assurée par les maîtres artisans dans leurs ateliers et sur le tas, et, d'autre part, il y a

la formation scolaire « classique » qui se déroule dans des centres de formation. Cependant, la première option ne qualifie pas assez les apprentis, et la deuxième ne donne pas assez d'opportunités d'apprendre la pratique et de faire des expériences en gestion d'atelier et de petites entreprises.

Ainsi, un besoin urgent de réformer le système de formation professionnelle au Togo s'est fait ressentir afin que les jeunes acquièrent les compétences en phase avec les exigences du marché de travail, car les entreprises ont actuellement du mal à trouver la main-d'œuvre qualifiée sur place. Le Togo a donc décidé d'aborder cette réforme en sollicitant l'appui de la coopération allemande au travers du Programme de la Formation Professionnelle et de l'Emploi des Jeunes (ProFoPEJ) de la GIZ. La réforme a pour but de réactiver le système « dual » sous forme de système dual-coopératif modernisé. Ce concept de formation professionnelle est né en Allemagne et a été adopté par un bon nombre d'autres pays à échelle mondiale. Le caractère dual de cette approche de formation se désigne par le fait que, d'un côté, l'apprenti conclut un

contrat d'apprentissage avec un/e maître artisan et s'inscrit, de l'autre côté, dans un centre de formation professionnelle pour y suivre des formations théoriques et pratiques complémentaires une fois par semaine. Ainsi, la liaison faite entre la théorie apprise au centre et la pratique acquise dans l'entreprise ou à l'atelier permet à l'apprenti d'acquérir une véritable compétence professionnelle.

Pour lancer la formation du type dual-coopératif dans trois villes pilote du Togo (Sokodé, Tsévié et Kpalimé), le ProFoPEJ a appuyé les activités menées par le Ministère chargé de la Formation Professionnelle à cet effet : sensibiliser les jeunes, leurs parents, les artisans et les enseignants dans ces villes sur les avantages offerts par le système dual-coopératif; effectuer une étude sur les secteurs et métiers porteurs dans les trois villes de coopération ; consolider le cadre juridique pour la mise en œuvre du système coopératif/dual sans équivoque ; élaborer de nouveaux programmes de formation pour les 5 métiers retenus pour la phase pilote, à savoir, la mécanique deux roues à Sokodé, la mécanique auto et la coupe-couture à Tsévié, ainsi que la menuiserie bois et l'électricité bâtiment à Kpalimé.

Dans le cadre de l'élaboration des documents pédagogiques de formation pour le système dual-coopératif, le Gouvernement togolais a décidé de développer des programmes de formation en utilisant la méthodologie DACUM (Developping A Curriculum). Cette approche participative a impliqué les artisans de ces 5 métiers au cours de tout le processus qui a abouti à l'élaboration de guides d'apprentissage ainsi que de livrets de formation bien adaptés aux besoins du secteur privé. En même temps, les artisans de ces premiers métiers sélectionnés profitent de plusieurs formations professionnelles de perfectionnement dans leurs domaines respectifs et des formations en pédagogie.

La période d'essai pour les nouveaux programmes commencera mi-novembre 2015. Une centaine d'apprentis (20 par métier sélectionné) seront envoyés, par leurs patrons, dans un centre de formation pour une journée de formation théorique par semaine. Un guide d'implémentation du système dual-coopératif précisant les modalités de son fonctionnement, les rôles et responsabilités des différents acteurs ainsi que les mécanismes de suivi-évaluation du système est en cours d'élaboration. Des formations sur le fonctionnement et la gestion du système dual-coopératif sont prévues pour renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du système dans les trois villes pilotes.

La formation professionnelle au pays a besoin d'être structurée, harmonisée, simplifiée et modernisée. Mais avant tout, il est souhaitable que le système de formation soit conçu de manière la plus durable que possible. Ainsi, beaucoup de préoccupations restent à être clarifiées notamment le nombre de certificats, l'implication de la Chambre de Métiers dans la certification, le financement du système après la phase pilote, l'appropriation et le financement de la méthodologie DACUM par le Gouvernement togolais en vue de développer les programmes de formation duale-coopérative pour les autres métiers.

Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de la réforme dans les prochains numéros du ROSSIGNOL.



Contact :

Dr Silke WOLTERMANN, chef de de Programme, [silke.woltermann@giz.de](mailto:silke.woltermann@giz.de)

[Vers le haut de page](#)

---

---

## Bonne Gouvernance et la Décentralisation (ProDeG)

### Renforcement des capacités en matière de gestion des finances locales



Dans le cadre de la politique des réformes et des programmes financiers, le MEFPD, à travers le Secrétariat Permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers (SP-PRPF), et accompagné par le Programme « Bonne Gouvernance et Décentralisation (ProDeG) » de la GIZ a organisé un séminaire

de formation initiale des formateurs experts en finances locales (SEFEFIL). La formation a été préparée et mise en œuvre par le bureau d'étude ECO-Consult pour le compte de la GIZ, en collaboration avec le MATDCL ainsi qu'en partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) et l'Union des Communes du Togo (UCT).

Ledit séminaire s'est tenu du 17 au 28 août 2015 dans la salle de conférence de l'hôtel IVANS PLAZZA de Kpalimé sur le thème général : « Les fondamentaux des finances locales », et a réuni 37 cadres sélectionnés par la note N° 041/SP-PRPF du 07 août 2015. L'objectif principal a été de renforcer la polyvalence des cadres dans les différents domaines de finances locales, notamment la gestion budgétaire, la fiscalité et la comptabilité, et de leur permettre d'acquérir les aptitudes et les attitudes minimales requises dans un contexte d'enseignement aux adultes. A cette fin, la formation a été basée sur huit modules développés en trente-sept thèmes, parmi lesquels figurent la notion de la décentralisation, les taxes communales et le fichier des contribuables et la comptabilité et le compte de gestion des collectivités territoriales.

On peut également relever que le séminaire a dépassé le cadre national grâce à la diversité des nationalités constatées, que ce soit dans les rangs des formateurs qu'au niveau des participants (Bénin, Cameroun et Burkina Faso). Cette diversité a fortement contribué à enrichir les échanges.

A l'issue de la formation de deux semaines, les participants se sont constitués en pool de formateurs en finances. Ils se sont organisés pour produire à court terme les statuts de leur association et se sont dotés d'un plan d'opérations de démarrage. Ils ont en outre mis en place un bureau pour assurer le suivi du développement du pool.

Dans le cadre du renforcement des capacités, le ProDeG donnera un appui pour veiller au suivi du pool, pour l'organisation des campagnes de sensibilisation en cours dans les communes et pour l'organisation à terme de formations pilotes au profit des acteurs locaux. La prochaine activité sera l'élaboration d'un concept de formation pour renforcer, par un système de formation initiale et continue pour les agents des collectivités territoriales, l'établissement d'une fonction publique fonctionnelle partout sur le territoire du Togo.

Contact :

Ina Dettmann-Busch (chef de programme), [ina.dettmann-busch@giz.de](mailto:ina.dettmann-busch@giz.de)

[Vers le haut de page](#)

## Echange fructueux sur les perspectives de la décentralisation au Togo



Le 13 août 2015, s'est tenu au bureau du Programme pour la Bonne Gouvernance et la Décentralisation (ProDeG) de la GIZ à Lomé, un atelier de réflexion sur les perspectives d'un éventuel appui, de l'Union européenne, à la

décentralisation/déconcentration et à la gestion des finances publiques locales au Togo.

La décentralisation, consacrée comme principe dans la Constitution togolaise depuis 1992, et défini par la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion d'Emploi (SCAPE) 2013 à 2017 comme domaine clé pour le développement du Togo, n'a pas montré d'importants progrès pendant longtemps. C'est notamment par le Comité Technique établi au niveau du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Finances Locales (MATDCL) depuis Février 2014, que la réforme a reçu une nouvelle impulsion.

Au-delà, la décentralisation a été consacrée comme une des priorités du Gouvernement togolais dans le discours de politique générale du nouveau Premier Ministre Klassou en juin 2015. C'est dans ce contexte que, dans son mot d'ouverture de l'atelier de réflexion, le Chef de cabinet au MATDCL a souligné une fois de plus l'importance de la réforme pour le développement intégré et durable du Togo.

La séance de travail s'est déroulée dans le cadre d'une mission de diagnostic de l'Union européenne qui a pour objectif d'identifier les grandes orientations pour le programme-cadre de « Gouvernance » du 11ème FED. L'objectif de la matinée a été d'identifier les principales avancées, blocages et perspectives dans les domaines de la décentralisation/déconcentration et de la gestion des finances locales afin d'inspirer la future conception du programme de l'UE. Ainsi, la rencontre a réuni les principaux acteurs de la réforme au niveau des ministères ainsi que les partenaires techniques et financiers engagés dans les deux domaines au Togo. La GIZ, à travers le programme ProDeG, appuie le processus de la décentralisation depuis 2012. Basé sur un modèle axé sur les résultats, l'objectif principal du projet est que les communes assument d'importantes fonctions attribuées de manière plus efficiente, plus à l'écoute du citoyen et plus transparente. Dans son volet « Appui-conseil politique » le projet coopère avec des ministères responsables pour la réalisation de décentralisation administrative et fiscale comme le MATDCL et le Ministère de l'Economie et des Finances, de la Planification et du Développement (MEFPD).

La séance de travail a été animée d'une part par les interventions du MATDCL et celle du MEF, qui ont présenté leurs attentes par rapport au programme-cadre de l'UE. D'autre part sont intervenus les responsables du ProDeG et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en exposant leurs idées concernant la décentralisation et la gestion des finances locales et de l'état civile. De manière interactive, tous les participants ont contribué à établir un bilan sur les avancées, blocages et notamment les perspectives de la réforme au Togo. Les principales perspectives identifiées peuvent être regroupées sous les grands titres stratégie et politique de décentralisation, financement des collectivités territoriales, renforcement des capacités de la fonction publique au territoire et approbation sociale du processus de la décentralisation.

En réunissant les acteurs clés au niveau des bailleurs de fond, l'atelier a non seulement donné des recommandations concrètes pour le programme de l'UE, mais également servi de première étape dans la réalisation du future

programmation conjointe entre l'Union européenne et les organisations de coopération bilatérale et multilatérale au Togo dans la domaine de la décentralisation.

Contact :

Ina Dettmann-Busch (chef de programme), [ina.dettmann-busch@giz.de](mailto:ina.dettmann-busch@giz.de)

[Vers le haut de page](#)

---

### FEE Dynamique Démographique

#### **Saisir les opportunités du développement démographique**

En vue de placer la dynamique démographique à l'ordre du jour de l'agenda national du Togo, la GIZ Togo appuie le Ministère de la Planification du Développement dans la mise en œuvre d'une nouvelle mesure. Elle est dénommée « Appui à l'intégration de la dynamique démographique dans la planification nationale sectorielle ». Cette mesure vise une meilleure intégration des questions démographiques, d'une part dans la planification sectorielle nationale, et d'autre part dans les programmes de la coopération germano-togolaise. Elle couvre la période d'octobre 2014 à décembre 2015. Comme point de départ, une étude d'état des lieux sur l'intégration de la dynamique démographique dans la planification nationale sectorielle a été organisée. L'objectif de cette étude était de réaliser un inventaire complet des principaux acteurs impliqués dans la collecte, l'analyse et l'utilisation des données démographiques au Togo. Elle s'est focalisée sur les secteurs faisant l'objet de la coopération germano-togolaise: l'agriculture, la bonne gouvernance/ décentralisation, l'emploi des jeunes, l'environnement. Des acteurs de Lomé et des régions d'intervention de la coopération germano-togolaise (Maritime, Plateaux et Centrale) ont contribué aux résultats de l'étude, y compris à sa validation le 07 juillet 2015 à Lomé.

Malgré la prise en compte de questions de la population dans le diagnostic des documents de planification, force est de constater que des efforts restent à déployer pour que les données sociodémographiques soient disponibles, régulièrement actualisées et ainsi fiables. Ceci est également valable pour l'utilisation des prévisions de population, pour qu'elle soit systématique lors de la définition des orientations et objectifs de toute intervention. Un défi fondamental constitue l'accès insuffisant aux actes de naissance et à l'enregistrement de ces actes d'état civil par la statistique : la base de données existant ne permet pas encore des planifications et projections fiables dans presque tous les secteurs. Par conséquent, le potentiel des jeunes pour le développement économique du Togo n'est pas encore assez valorisé dans les politiques publiques actuelles.

Les recommandations de l'étude visent essentiellement à rendre disponibles les données démographiques pour les besoins de la planification et à renforcer les capacités des planificateurs pour une prise en compte effective de ces données tout le long du processus de planification.

Sur la base de l'étude, une planification opérationnelle a défini les prochaines activités de la mesure jusqu'à sa clôture en décembre. Ainsi, un atelier de formation qui s'est tenu du 05 au 07 août 2015, avait eu pour objectif de renforcer les capacités du personnel de la Direction Générale de la Planification du Développement (DGPD) en analyse et interprétation des données démographiques. Les vingt participants ont pu se familiariser avec les différents concepts utilisés en démographie, de même qu'à leur analyse et interprétation. D'autres acteurs auront également l'occasion de suivre cette formation.

Dans l'objectif de mieux ancrer les défis de la dynamique démographique dans les politiques nationales sectorielles, l'élaboration d'un guide est enclenchée depuis le début du mois de septembre 2015. Ce guide fournira des orientations pratiques aux usagers aux niveaux national et sectoriel, et expliquera comment saisir l'opportunité du développement démographique à chaque étape d'élaboration ou d'actualisation d'une politique sectorielle voire publique au Togo.

Contact :

Anita Sebio-Kouhè, [anita.sebio-kouhe@giz.de](mailto:anita.sebio-kouhe@giz.de);



Vers le haut de page

### Forêt sacrée Akissa d'Adamé

## L'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Togo rencontre les populations engagées



Le 29 septembre 2015, le nouvel ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Togo, son Excellence Monsieur Christoph SANDER, accompagné du chargé de la coopération et de la Directrice-Résidente de la GIZ-Togo, a rendu visite aux populations d'Adamé

(préfecture des Lacs) à 75 km de Lomé. Ces populations sont engagées dans les activités de protection et d'utilisation durable de leur forêt sacrée Akissa dont la conservation est essentiellement basée sur les croyances religieuses traditionnelles soigneusement entretenues par les prêtres vodous. Cette visite intervient dans le cadre du suivi des activités du projet « Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Mono » (ProMono) financé par le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature, de la Construction et de la Sécurité nucléaire de la République fédérale d'Allemagne (BMUB) dans le cadre de l'initiative internationale pour la protection du climat (IKI). Il est mis en œuvre par les acteurs institutionnels des Ministères de l'Environnement du Togo et du Bénin, par la société civile et les communautés locales, avec l'appui technique de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

En effet, la forêt sacrée Akissa est une forêt marécageuse à *Mimusops kummel* ceinturée par une savane inondable à *Mitragyna inermis* évaluée à 600 hectares environ. Cette forêt joue un rôle tampon durant les périodes de grandes crues du fleuve Mono en conservant d'importantes quantités d'eau, réduisant ainsi les risques d'inondations. On y trouve, entre autres, des potamochères, des antilopes (*Sitatunga* et *guib harnaché*), des céphalophes et de nombreux oiseaux tels que les pélicans, les dendrocorynes, les hérons et les aigrettes. Ces ressources sont soumises à des utilisations peu réglementées, telles que la chasse et la production de bois de feu à des fins commerciales, pour satisfaire les besoins toujours croissants des populations dépourvues d'alternatives économiques, dans un contexte de dégradation climatique et de pauvreté.

C'est dans cette situation que le ProMono appuie techniquement et financièrement les populations d'Adamé et autres acteurs pertinents des villages riverains de la forêt Akissa, à travers l'ONG COSOL PG, dans la spatialisation des activités d'utilisation et de conservation de la forêt, la définition des règles consensuelles d'utilisation de ses ressources, l'organisation des acteurs (prêtres vodous, chasseurs et exploitants de bois de feu), l'obtention d'un statut légal et d'un mandat de gestion ainsi que la mise en place d'infrastructures d'aménagement.

Au cours de sa visite à Adamé, l'ambassadeur a échangé avec les différents groupes d'acteurs impliqués dans la gestion de la forêt (prêtres vodous, chefferie traditionnelle, chasseurs et exploitants de bois de feu). Il a insisté sur la nécessité d'adopter des modes d'utilisation rationnelles de leurs ressources afin de préserver les services écosystémiques qui soutiennent l'activité humaine et qui ne peuvent pas être remplacés par le capital artificiel produit par l'homme. Il a, par ailleurs, encouragé ces populations pour leur contribution à l'atteinte de l'Objectif 18 d'Aichi relatif à la promotion des connaissances endogènes en matière de protection et d'utilisation durable des ressources. Répondant aux doléances des populations, l'ambassadeur leur a expliqué que l'adoption de bonnes pratiques de gestion et de valorisation de leurs ressources forestières constituerait déjà une grande opportunité de développement socio-économique à saisir.

[Vers le haut de page](#)

---

---

## Centre d'innovations vertes dans le secteur agroalimentaire



Une vision ambitieuse du Ministère fédéral de la Coopération et du Développement Economique (BMZ) nommée « UN SEUL MONDE sans faim » est à la base d'une initiative spéciale à échelle mondiale.

Vu le fait qu'aujourd'hui encore, la faim est un problème principalement lié à la pauvreté,

et que ce sont essentiellement les petits paysans avec leurs familles qui en souffrent, cette initiative vise à les faire profiter de la demande croissante de produits agricoles pour améliorer durablement leurs conditions de vie.

Ainsi, le ministère allemand a récemment mis à la disposition de 12 pays africains, dont le Togo, des fonds d'un montant global d'environ 80 Mio. Euro sur trois ans pour permettre de créer des Centres d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire. Leur objectif est de promouvoir l'augmentation des revenus des petites exploitations paysannes, de créer des emplois notamment dans la transformation de produits agricoles, d'assurer davantage l'approvisionnement alimentaire dans les régions rurales et de renforcer la formation en matière agricole.

Les innovations peuvent être de nature technique et favoriser p. ex. l'utilisation de machines, de semences améliorées, d'engrais et des chaînes de froid. Souvent, elles portent également sur de nouvelles formes de coopération, avec la mise en place d'associations de producteurs, d'entreprises spécialisées ou de structures de représentation d'intérêts. En plus, l'initiative encourage la vulgarisation de connaissances, sous la forme de prestations de conseils, de formations et de stages pratiques, ainsi que l'accès aux crédits.

Au Togo, la mise en œuvre de cette initiative est liée fortement au Programme GIZ de « Développement Rural et Agriculture (ProDRA) » déjà actif dans trois régions sélectionnées (Maritime, Plateaux et Centrale) depuis plus de deux ans. Le ProDRA l'exécute en étroite collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de Hydraulique (MAEH), le Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé (MCPS), l'Institut Togolais de la Recherche Agronomique (ITRA), l'Institut de Conseil d'Appui Technique (ICAT), l'Institut National de Formation Agricole (INFA) et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT).

Pour contribuer à la réussite de l'initiative spéciale, le programme togolais vise à atteindre les objectifs suivants :

- Les revenus tirés par les petites exploitations agricoles de la vente des produits de certaines chaînes de valeurs ont augmenté dans les régions rurales sélectionnées de même que la productivité des exploitations et des entreprises.
- La productivité a augmenté dans les chaînes de valeur sélectionnées. 20%

des emplois sont occupés par les jeunes et 35% par des femmes.

- Le taux d'utilisation des offres de formation, y compris des services de conseil, a augmenté.
- Les représentants des associations faïtières et interprofessions des acteurs concernés participent à la restructuration durable des conditions cadre.
- Les partenariats établis travaillent activement à la promotion d'innovations.

Etant donné que les femmes ont moins d'accès aux facteurs de production et à l'éducation, leurs intérêts sont particulièrement pris en compte par ce projet à échelle mondiale, p. ex. sous forme d'offres spécifiques de formation et d'appui-conseil.

Le programme travaillera également avec toute la gamme des organisations publiques et privées du secteur agricole et agroalimentaire englobant aussi bien des entreprises que des associations nationales et internationales et des organisations paysannes telles que des associations de producteurs ou des coopératives. Les associations non gouvernementales sont également invitées à y participer.

Le incorporera dans ces travaux les acquis de la recherche agronomique locale, allemande et internationale. Il est lui-même appuyé par un projet de recherche scientifique d'accompagnement du Centre de recherche sur le développement de l'Université de Bonn.

Nous aurons le plaisir de vous informer continuellement sur l'évolution de cette initiative au Togo dans les prochains numéros du ROSSIGNOL.

Contact :

Jean-Pierre Detry, chargé de projet, [jean-pierre.detry@giz.de](mailto:jean-pierre.detry@giz.de)



[Vers le haut de page](#)

---

## ProSport, le programme régional Sport et Développement en Afrique Promouvoir les jeunes et l'éducation par le sport



Les nouveaux objectifs de développement des Nations Unies l'évoquent pour la première fois : Le sport est aussi un catalyseur important pour faire réussir l'agenda post-2015 ambitieuse. Par ses effets socio-politiques et socio-intégrateurs, le sport peut contribuer à faire avancer des objectifs de développement

comme la prévention de violence, la promotion des jeunes, l'égalité des sexes, la Bonne Gouvernance, la santé ou la prise de conscience pour l'environnement. Mandatée par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ), la GIZ au Togo œuvre, depuis cette

année, également dans le domaine du sport. Le programme régional « sport pour le développement en Afrique » s'est développé de l'initiative du BMZ nommée « plus de place au sport – 1.000 chances pour l'Afrique ». Le Togo, à côté de l'Ethiopie, du Kenya et de la Namibie, a été sélectionné pour sa mise en œuvre.

Le projet régional se concentre sur trois domaines : En vue d'une mise en œuvre durable de « sport pour développement » le projet renforce les capacités locales par des mesures de formation et de perfectionnement des responsables sur place, entre autres par l'appui-conseil en matière de concepts d'utilisation d'installations sportives. En étroite collaboration avec les partenaires, des infrastructures et équipements pour des activités sportives sont mis à disposition à des endroits sélectionnés. Par la formation et le perfectionnement d'entraîneurs dans le domaine de « sport pour développement » les simples activités sportives deviennent des offres de formation intégrée pour les jeunes.

Le projet œuvre exclusivement dans le domaine du sport pour tous, et ses mesures s'adressent essentiellement à des jeunes défavorisés. La nouvelle approche de la coopération au développement par « sport pour développement » représente le lien entre sport et éducation. Ainsi, des offres dans le domaine de la pédagogie sportive sont créées liant mouvement et apprentissage pour les jeunes. Des exercices de basketball, p. ex., servent en même temps à transmettre l'égalité des sexes, l'entraînement en football servira à informer sur le VIH/SIDA. Tout en jouant, les jeunes apprennent ainsi pour la vie, renforcent leur personnalité et auront ainsi plus de chances pour construire leur avenir.

Actuellement, la GIZ, chargée par le BMZ, collabore avec les organisations Don Bosco Mondo et les Villages d'Enfants SOS à Kara et à Lomé. A Lomé, des terrains de foot ainsi qu'un terrain de basket et de handball seront construits. A Kara, les travaux de construction ont débuté pour une piste de course et un terrain de foot. Un concept d'utilisation a été développé et sera mis en œuvre. Ces mesures toucheront plus de 2.000 jeunes.

Dans l'avenir, l'accent sera mis au Togo sur la coopération avec les communes, ensemble avec le programme ProDeG de la GIZ. En dialogue avec les partenaires, des options et possibilités sont actuellement examinées comment faire avancer ensemble le développement par le sport. La collaboration au Togo dans ce domaine constitue un travail de pionnier et contribue à établir le sport comme élément dans la coopération au développement.

Contact :

Heidi Beha, conseillère régionale, [heidi.beha@giz.de](mailto:heidi.beha@giz.de)



Vers le haut de page

#### Mentions légales

Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :

Bonn et Eschborn, Allemagne

T +49 228 44 60-0 (Bonn)

T +49 61 96 79-0 (Eschborn)

Friedrich-Ebert-Allee 36 + 40  
53113 Bonn, Allemagne  
T +49 228 44 60-0  
F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn, Allemagne  
T +49 61 96 79-0  
F +49 61 96 79-11 15

E [info@giz.de](mailto:info@giz.de)  
I [www.giz.de](http://www.giz.de)

#### **Tribunal d'instance (Amtsgericht)**

Bonn, Allemagne  
N° d'immatriculation au registre du commerce :  
HRB 18384  
Tribunal d'instance (Amtsgericht)  
Francfort-sur-le-Main, Allemagne  
N° d'immatriculation au registre du commerce :  
HRB 12394

N° d'identification TVA : DE 113891176  
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

#### **Président du conseil de surveillance**

Dr Friedrich Kitschelt, Secrétaire d'État

#### **Directoire**

Tanja Gönner (Présidente du directoire)  
Dr Christoph Beier (Vice-président du directoire)  
Dr Hans-Joachim Preuß  
Cornelia Richter

#### **Responsable du bulletin d'information :**

Annette Rathjen, Directrice résidente de la GIZ Togo, [annette.rathjen@giz.de](mailto:annette.rathjen@giz.de)

#### **Rédaction :**

Annette Rathjen, Directrice résidente de la GIZ Togo, [annette.rathjen@giz.de](mailto:annette.rathjen@giz.de)  
1. (DecNet) Mme Anita Sébio/M. Awume, GIZ, [anita.sebio-kouhe@giz.de](mailto:anita.sebio-kouhe@giz.de), [yawo.awume@giz.de](mailto:yawo.awume@giz.de)  
2. (SCAPE) Salia Sanou, GIZ, Consultant Régional ; [salia.sanou@giz.de](mailto:salia.sanou@giz.de)  
3. (inventaire forestier) Andreas Schleenbaecker, GIZ, [andreas.schleenbaecker@giz.de](mailto:andreas.schleenbaecker@giz.de)  
4. (La formation duale-coopérative) Silke Woltermann, [silke.woltermann@giz.de](mailto:silke.woltermann@giz.de)  
5. (Gestion des finances locales) et  
6. (Echange fructueux) Ina Dettmann-Busch, [ina.dettmann-busch@giz.de](mailto:ina.dettmann-busch@giz.de)  
7. (Visite de terrain) Udo Lange, GIZ, [udo.lange@giz.de](mailto:udo.lange@giz.de)  
8. (Développement démographique ) Anita Sebio-Kouhè, [anita.sebio-kouhe@giz.de](mailto:anita.sebio-kouhe@giz.de)  
9. (Centres innovations vertes) Jean-Pierre Detry, [jean-pierre.detry@giz.de](mailto:jean-pierre.detry@giz.de)  
10. (Sport pour le développement) Heidi Beha, GIZ, [heidi.beha@giz.de](mailto:heidi.beha@giz.de)

#### **Crédits photo/Auteurs :**

Article « GIZ au Togo » : ©GIZ/ [giztogo@giz.de](mailto:giztogo@giz.de)  
Article « DecNet – visite des bureaux OTR » : © GIZ/ [bertrand.cousin@giz.de](mailto:bertrand.cousin@giz.de)  
Article « premier inventaire forestier national au Togo » : ©DFS/ [frank.kammer@dfs-online.de](mailto:frank.kammer@dfs-online.de)  
Article « La formation duale-coopérative » : ©ATOP/ [yaohonorattikpo@yahoo.fr](mailto:yaohonorattikpo@yahoo.fr)  
Article « Gestion des finances locales » : © TVT/ [donkorzodi@gmail.com](mailto:donkorzodi@gmail.com)  
Article « Echange fructueux » : © GIZ/ [kim.schulte@giz.de](mailto:kim.schulte@giz.de)  
Article « développement démographique » : © GIZ/ [akom.dossou@giz.de](mailto:akom.dossou@giz.de)  
Article « Visite de terrain » : © Ambassade d'Allemagne/ [martin.schlecht@diplo.de](mailto:martin.schlecht@diplo.de)  
Article « Centres innovations vertes » : © GIZ/ [paul-mathias.braun@giz.de](mailto:paul-mathias.braun@giz.de)  
Article « Sport pour le développement » : © Ambassade d'Allemagne/ [martin.schlecht@diplo.de](mailto:martin.schlecht@diplo.de)

